

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2014



Coheris

22 quai Gallieni

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00

I - Rapport d'activité semestriel

Chiffres clés

Compte de résultat	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
En milliers d'euros	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	7 374	7 864	15 581
Résultat opérationnel courant	-605	-1 032	-1 949
Résultat opérationnel	-949	-1 055	-3 952
Résultat net Part du Groupe	-995	-684	-3 891

Bilan	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
En milliers d'euros			
Capitaux Propres	12 126	16 318	13 113
Actif courant	10 365	13 109	14 157
Passif courant	9 111	9 621	11 081
Total Bilan	22 597	27 327	26 288

Chiffre d'affaires et résultat consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 7 374 K€ contre 7 864 K€ pour le 1er semestre 2013.

Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1er semestre 2014	%	1er semestre 2013	%	Evolution en %
Licences	1 175	16 %	1 312	17 %	-10 %
Maintenance	3 178	43 %	3 390	43 %	-6%
Professional Services	3 021	41 %	3 162	40 %	-4%
Total	7 374	100%	7 864	100%	-6%

Le chiffre d'affaires de l'activité Software (i.e. licences On Premise, licences Cloud et maintenance) s'établit à 4,35 millions d'euros en baisse de 7,3 % par rapport au 1er semestre 2013. Deux raisons à cela : un effet de base lié à la régularisation sur le périmètre de licences d'un grand compte au 2eme trimestre 2013, et un niveau de revenus de maintenance qui reste en retrait du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires licences réalisé avec de nouveaux clients au cours des exercices précédents. Les ventes en mode Cloud connaissent une croissance soutenue au 1er semestre 2014.

Les mesures prises dès début 2014 ont permis de renforcer l'efficacité opérationnelle de l'ensemble des départements de l'entreprise, de mettre en œuvre l'intégration et de dégager les synergies annoncées. Le point mort 2014 de Coheris est d'ores et déjà abaissé de 1 M€.

Compte tenu de ce niveau d'activité, de la poursuite des investissements R&D et commerciaux et de l'impact sur les coûts du renforcement de l'efficacité opérationnelle, le résultat opérationnel courant ressort à - 605 K€ contre - 1 032 K€ au 1er semestre 2013.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à - 949 K€ contre - 1 055 K€ au 1^{er} semestre 2013.

Le coût de l'endettement financier net de - 39 K€ contre - 16 K€ au titre de la même période 2013.

Après prise en compte de l'impact de l'impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé ressort ainsi à - 995 K€ contre - 684 K€ au 1er semestre 2013 ; étant précisé que ce résultat net du 1er semestre 2013 intégrait 387 K€ d'impôts différés actifs sur les déficits fiscaux de la période qui n'ont finalement pas été activés dans les comptes clos au 31/12/2013 sur l'ensemble de l'exercice.

L'effectif du groupe au 30 juin 2014 est de 157 collaborateurs contre 176 au 30 juin 2013.

Investissements

Les investissements de la période se sont élevés à 1 175 K€ dont 1 146 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans ses solutions du CRM et Analytics (contre 1 298 K€ au premier semestre 2013 dont 1 294 K€ en développement logiciels).

Perspectives

Coheris va poursuivre au cours des prochains mois la mise en œuvre de son plan de reconquête tout particulièrement en matière de développement commercial, de ventes indirectes ainsi que d'innovation.

II – Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Écarts d'acquisition	7 385	8 385	7 385
Immobilisations incorporelles	3 199	3 579	3 041
Immobilisations corporelles	62	170	112
Titres mis en équivalence			
Actifs financiers	307	362	307
Autres placements non équivalents de trésorerie	360	360	360
Actifs d'impôts différés	919	1 362	926
ACTIF NON COURANT	12 232	14 218	12 131
Stocks et en-cours	30	13	6
Clients et comptes rattachés	4 748	5 689	7 144
Autres créances et comptes de régularisation	2 390	1 519	2 290
Disponibilités	3 197	5 888	4 717
ACTIF COURANT	10 365	13 109	14 157
TOTAL DE L'ACTIF	22 597	27 327	26 288
<hr/>			
PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	734	734	734
Titres auto détenus	-1 099	-1 099	-1 099
Réserves et résultats consolidés	10 333	14 526	11 321
Écarts de conversion	-87	-90	-88
Capitaux propres - part du groupe	12 126	16 318	13 113
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	12 126	16 318	13 113
Passifs financiers (> 1an)	54	299	175
Passif d'impôts différés	148	271	177
Provisions pour risques et charges	1 158	818	1 741
PASSIF NON COURANT	1 360	1 388	2 093
Passifs financiers (< 1an)	501	561	1 761
Fournisseurs et comptes rattachés	953	1 153	1 037
Autres dettes et comptes de régularisation	7 657	7 907	8 283
PASSIF COURANT	9 111	9 621	11 081
TOTAL DU PASSIF	22 597	27 327	26 288

III – Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Chiffre d'affaires	7 374	7 864	15 581
Autres produits de l'activité	1 252	1 484	2 690
Achats et services extérieurs	-1 553	-1 671	-3 372
Charges de personnel	-6 356	-7 233	-13 793
Impôts et taxes	-204	-225	-455
Dotations aux amortissements	- 1 033	- 1 154	-2 103
Dotations aux provisions		-61	-408
Autres produits et charges d'exploitation	-84	-35	-89
Résultat opérationnel courant	-605	-1 032	-1 949
Autres produits et charges opérationnels	-344	-23	-1 003
Dépréciation des écarts d'acquisition			-1 000
Résultat Opérationnel	-949	-1 055	-3 952
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	60	50	112
Autres produits et charges financiers	-99	-66	-96
Coût de l'endettement financier net	-39	-16	16
Charges d'impôt	-7	387	45
Valeur nette des sociétés sorties du périmètre			
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Résultat Net	-995	-684	-3 891
Part du groupe	-995	-684	-3 891
Intérêts minoritaires			
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action en €	-0,18	-0,12	-0,69
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action en €	-0,18	-0,12	-0,69

V - Tableau consolidé de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Résultat net des sociétés intégrées	-995	-684	-3 891
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	401	735	3 894
Charges et produits liés aux stocks-options			
Plus et moins-values de cession	-13	21	62
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	-607	72	65
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	7	-387	-45
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	-600	-315	20
Impôt versé (B)	-29		
Variation du BFR lié à l'activité (C)	1 611	2 145	-55
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	982	1 830	-35
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 175	-1 298	-1 688
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	53		1
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières			
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières			
Incidence de variation de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 123	-1 298	-1 687
Rachats et reventes d'actions propres		-111	-111
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
Remboursement d'emprunts	-142	-137	-299
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-142	-248	-410
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	-282	284	-2 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 472	5 604	5 604
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (cf. 2.5)	3 190	5 888	3 472

(en milliers d'euros)	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Prix d'achat des titres			
Trésorerie des sociétés acquises			-1
Incidence des variations de périmètre			-1

VI - Tableau consolidé de variation des capitaux propres

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2012 et 2013 et 30 juin 2013 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2012	2 245	734	-988	15 212	-89	17 114		17 114
Écart de conversion					-1	-1		-1
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-1	-1		-1
Opération sur titres auto détenus			-111			-111		-111
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations								
Résultat 1er semestre 2013				-684		-684		-684
Total des opérations revenant aux actionnaires			-111	-684		-795		-795
Au 30 juin 2013	2 245	734	-1 099	14 527	-90	16 318		16 318
Écart de conversion					2	2		2
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					2	2		2
Opération sur titres auto détenus								
Souscription de BSA								
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations								
Résultat 2nd semestre 2013				-3 206		-3 206		-3 206
Total des opérations revenant aux actionnaires								
Au 31 décembre 2013	2 245	734	-1 099	11 321	-88	13 113		13 113
Écart de conversion					1	1		1
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					1	1		1
Opération sur titres auto détenus								
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations				7		7		7
Résultat 1er semestre 2014				-995		-995		-995
Total des opérations revenant aux actionnaires				-988		-988		-988
Au 30 juin 2014	2 245	734	-1 099	10 333	-87	12 126		12 126

VII – Notes aux comptes consolidés

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

1 Principes et méthodes comptables utilisés	9
1.1 Périmètre de consolidation	9
1.2 Méthodes d'évaluation – Règles et méthodes comptables	10
2 Explication des postes des éléments financiers	13
2.1 Écarts d'acquisition	13
2.2 Immobilisations incorporelles	13
2.3 Créances d'exploitation	13
2.4 Autres placements non équivalents de trésorerie	13
2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
2.6 Etat des produits et charges comptabilisés	14
2.7 Provisions risques et charges	14
2.8 Emprunts et dettes financières	15
2.9 Autres produits et charges opérationnels	15
2.10 Effectif	15
2.11 Impôt sur les sociétés	15
2.12 Transactions avec les parties liées	15
2.13 Engagements hors bilan	15

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

1 Principes et méthodes comptables utilisés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour la période se terminant le 30 juin 2014 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2014.

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le résultat net global est présenté dans deux états séparés : le compte de résultat et l'état des produits et charges comptabilisés en note 2.6 (incluant les gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres).

Par ailleurs, il y a lieu de préciser qu'à l'exception de la norme IFRS 15 (Revenue from Contracts with Customers) publiée en mai 2014 par l'IASB (et dont il est impossible d'évaluer l'impact compte tenu de la récente publication de cette norme), les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 septembre 2014.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires au titre des premiers semestres 2013 et 2014.

1.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2014 est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris Suisse	100 %	100 %	I.G.	01/10/2000
DataXpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007

Au cours du 1^{er} semestre, les opérations suivantes ont été réalisées : d'une part, la société GmbH ne fait plus partie du périmètre suite à sa liquidation amiable au cours du 1^{er} semestre, et d'autre part, la société Quatrax a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au bénéfice de Coheris.

1.2 Méthodes d'évaluation – Règles et méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement :
 - o sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - o prennent en compte l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement. Cette économie d'impôt est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09),
 - o sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - o sont évaluées au coût d'acquisition,
 - o sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés de titres de participation non consolidés et de la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

S'agissant de placements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté

sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres de participation non consolidés sont évalués au coût.

Les prêts et créances évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers non courants font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, estimée d'après l'actualisation des flux de trésorerie attendus (actualisation au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire pour les titres de participation non consolidés évalués au coût, au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts et créances évalués au coût amorti).

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 3,61 %

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci-dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement composés d'emprunts et de dettes auprès des établissements de crédit. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur (prenant en compte les éventuels coûts de transaction directement rattachables) puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Païement en actions

Tous les plans attribution d'options qui avaient été mise en place sont devenus caduques. Aucun de ces plans n'a fait l'objet de souscription compte tenu des conditions d'exercice.

2 Explication des postes des éléments financiers

2.1 Écarts d'acquisition

Le montant net total des écarts d'acquisition ressort à 7 385 K€ identique au 31 décembre 2013.

Malgré le retard de chiffre d'affaires observé sur la période, les mesures prises dès début 2014 permettant de renforcer l'efficacité opérationnelle de Coheris ont permis d'abaisser durablement le point mort dès le 1^{er} semestre 2014 de 1 M€. Dans ces conditions, les hypothèses de cash-flows prises lors de l'établissement des impairments test au 31/12/2013 ne sont pas remises en cause.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 3 041 K€ au 31 décembre 2013 à 3 199 K€ au 30 juin 2014.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 146 K€ et les amortissements correspondants de 995 K€.

2.3 Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision. Les provisions clients comptabilisées au 30 juin 2014 s'élèvent à 912 K€.

Les créances clients brutes s'élèvent à 5 660 K€.

2.4 Autres placements non équivalents de trésorerie

Dans le cadre de l'acquisition de la société Quatrax, Coheris a conclu un emprunt en septembre 2011 qui a fait l'objet d'une garantie donnée à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€.

Au regard de la norme IAS7 et la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme n'étant pas qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été portés sur une ligne distincte au bilan consolidé.

2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/14	31/12/13
VMP (Sicav monétaires en euro)	2 910	13
Comptes à terme (+ 3 mois)		4 200
Comptes bancaires	287	505
Trésorerie et équivalents trésorerie	3 197	4 718
Découverts bancaires	-7	-1 246
Trésorerie nette de clôture	3 190	3 472

2.6 Etat des produits et charges comptabilisés

1 ^{er} semestre 2013	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-684		-684
Ecart de conversion	-1		-1
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres			
Total des produits et charges de la période	-685		-685
1 ^{er} semestre 2014	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net consolidé	-995		-995
Ecart de conversion	2		2
Autres			
Produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres			
Total des produits et charges de la période	-993		-993

2.7 Provisions risques et charges

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2013.

	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	269			22	247
Pertes à terminaison	104		36		68
Provision pour restructuration	439		409		30
Autres	929		30	87	812
Total	1 741				1 158

Une provision permettant de couvrir un risque de perte à terminaison a été constituée au 31/12/2013 sur plusieurs projets au forfait d'intégration d'une solution Coheris et conservée au 30/06/2014 à hauteur de 68 K€.

Les autres provisions se rapportent à des risques, des litiges et des charges d'exploitation.

A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 30/06/2014.

2.8 Emprunts et dettes financières

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	294	240	54	
Emprunts et dettes financières divers	261	261		
Total	555	501	54	

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

2.9 Autres produits et charges opérationnels

La ligne « autres produits et charges opérationnels » correspond notamment à des coûts engagés dans le cadre de l'optimisation de l'efficacité opérationnelle.

2.10 Effectif

L'effectif du groupe au 30 juin 2014 est de 157 collaborateurs contre 176 au 30 juin 2013.

2.11 Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	29
Impôt différé	-22
Total	7

L'écart entre l'impôt théorique et l'impôt effectif s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt	-988
Produit d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	-329
Impact amortissement du CIR non fiscalisé	-102
Différences permanentes	
Régularisation CIR antérieur	29
Impact des déficits non activé	426
Divers	-17
Produit d'impôt effectif	7

Compte tenu des hypothèses retenues lors l'établissement du budget pour les années 1 à 4, mais également des règles fiscales en vigueur, les déficits fiscaux devraient être imputés d'ici 3 à 4 exercices. A ce titre, aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé sur les déficits fiscaux générés sur l'exercice 2013 et le 1^{er} semestre 2014.

2.12 Transactions avec les parties liées

Au titre du premier semestre 2014, les rémunérations brutes des mandataires se sont élevées à 76 K€ dont 1 K€ d'avantages en nature.

2.13 Engagements hors bilan

Néant.

VIII - Attestation du responsable du Rapport semestriel d'activité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 26 septembre 2014

Nathalie Rouvet Lazare
Président Directeur Général

IX - Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

